

Le pacifisme

Lettre ouverte à M. Heinrich Molenaar, secrétaire de la Ligue franco-allemande à Munich

Maurice Ajam



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cps/1158>

DOI : [10.4000/cps.1158](https://doi.org/10.4000/cps.1158)

ISSN : 2648-6334

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 14 juin 2014

Pagination : 357-362

ISBN : 978-2-86820-574-2

ISSN : 1254-5740

Référence électronique

Maurice Ajam, « Le pacifisme », *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg* [En ligne], 35 | 2014, mis en ligne le 14 décembre 2018, consulté le 11 novembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cps/1158> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cps.1158>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions
4.0 International - CC BY-NC-SA 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/>

Le pacifisme

Lettre ouverte à M. Heinrich Molenaar, secrétaire de la Ligue franco-allemande à Munich¹

Maurice Ajam

Monsieur et cher confrère,

Vous me faites un grand honneur de me demander mon avis sur une des questions les plus délicates qu'il soit possible de traiter devant un public français, celle d'un rapprochement possible entre la France et l'Allemagne. Vous faites appel aux publicistes grands et petits dans le but de provoquer un mouvement d'opinion, au moment où les événements extérieurs à l'Europe semblent démontrer la nécessité de l'union entre les nations occidentales.

Mon humble avis sera d'un bien petit poids dans la balance; encore faut-il faire preuve d'un certain courage pour le motiver.

Reprenons les faits: En janvier 1899, vous fîtes paraître une brochure sous ce titre: *La Solution naturelle à la question d'Alsace-Lorraine*². Elle

- 1 Source: *La Dépêche de Tours*, 5 mars 1904 (n° 66). Coupure de presse, centre de documentation de la MAC. Notes: Laurent Fedi.
- 2 Brochure éditée chez l'auteur en version bilingue (8 pages). MOLENAAR y défend le principe d'une délimitation des États respectueuse des entités culturelles, elles-mêmes caractérisées par l'identité linguistique: «Chaque peuple a un droit naturel sur le territoire auquel il a communiqué sa civilisation. Les limites naturelles des États de l'Europe sont donc les limites de la langue, car, aussi loin que s'étendent les langues française, allemande, italienne, etc., s'étend aussi la civilisation française, allemande, italienne, etc. et devrait s'étendre la suprématie politique de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, etc. Ce principe est le seul qui puisse empêcher d'une façon durable les différends internationaux, quand les peuples auront enfin compris que les entreprises d'une nation contre le territoire de civilisation ou de langue d'une

eut, en Allemagne, un retentissement énorme et vous procura l'avantage d'être traité de fou par la plus grande partie de vos compatriotes.

Pourtant, votre publication répondait au désir secret de beaucoup d'Allemands. En effet, au point de vue économique, votre pays subit depuis plusieurs années une crise. Il est serré de près par l'Angleterre et surtout par les États-Unis. Il a besoin de travailler en paix. Malgré son aspect militariste et monarchique, l'Allemagne est une démocratie, elle obéit donc à la tendance des démocraties, elle est pacifique ; elle commence à comprendre que la gloire militaire est viande creuse ; elle est effrayée de l'accroissement de ses charges financières ; elle voudrait enrayer. Mais comment faire ? En regardant autour d'elle, elle aperçoit tous les peuples de la terre armés jusqu'aux dents. Pas une seule nationalité qui ne se sente menacée ; partout la crainte ou la défiance, aucune sécurité ; dans chaque pays, la terreur d'une conflagration générale.

L'Allemagne est trop intelligente pour ne pas avoir conscience de la grave responsabilité qu'elle a encourue vis-à-vis de la civilisation. N'est-ce pas elle qui a proclamé, en 1870, l'ère de la force brutale ? N'est-ce pas elle qui, en donnant au militarisme une expansion jusque-là inconnue, a transformé les nations européennes en camps retranchés ?

Mais je suis de ceux qui pensent que les récriminations sont inutiles ; il faut envisager froidement les faits accomplis, et surtout tenir compte de la mentalité de nos contemporains.

Vous vous êtes constitué l'interprète des plus avisés de vos compatriotes, et, en présence de la situation lamentable de l'Europe, vous avez rappelé le mot oublié de Bismarck : « Lorsque l'Allemagne et la France marcheront la main dans la main, elles domineront le monde ».

Bismarck n'a jamais passé pour un sentimental. Notre Jules Ferry qui était, lui aussi, un homme pratique, n'avait pas hésité à orienter sa diplomatie dans le sens d'un apaisement à longue échéance. Vous avez eu, Monsieur, le singulier mérite de faire entrer dans la phase de la réalité, une question qui flottait encore dans une nuageuse idéologie.

autre nation est une injustice, et quand un tribunal international aura enfin arrêté et rendu impossibles de telles entreprises » (p. 3). Molenaar rejette tout argument fondé sur une ancienne acquisition territoriale, parce qu'un tel argument reviendrait à justifier le fait accompli et finalement le droit de conquête ou le triomphe de la force sur le droit.

Je n'ai pas besoin d'insister longuement pour indiquer où gisait la difficulté. Au moment où vous avez jeté la première semence de votre ligue franco-allemande, la grande majorité des Français ne pensait qu'à provoquer dans le plus bref délai possible une guerre de revanche. Toute la diplomatie enseignée par nos petits journaux à la foule des simples se résumait à ceci : Demeurer sans cesse à l'affût d'une mauvaise querelle, guetter l'occasion de nous précipiter sur l'Allemagne, tenir constamment en haleine une armée supérieure à celle de l'Empire allemand.

Du côté des vôtres, la situation n'était pas moins tendue : vous répondiez à nos bravades par des paroles menaçantes et, bien entendu, vous vous déclariez prêts à verser la dernière goutte de votre sang avant de nous rendre la moindre parcelle du territoire conquis. À ce moment, vous avez eu le courage de prononcer des paroles d'apaisement. Jusque-là, Allemands et français « se voyaient venir ». Lorsque deux plaideurs devinent une transaction indispensable, la besogne la plus délicate de leurs avocats est d'amener l'un de leurs clients à formuler une proposition ferme qui puisse être prise comme base d'une discussion sérieuse.

Cette proposition initiale, vous l'avez indiquée, vous l'avez faite timidement ; vous avez agi avec la réserve d'un mandataire peu qualifié, sachant que vous représentiez seulement l'opinion d'une toute petite partie de nos concitoyens. L'important était que la question fût posée avec crânerie devant le public européen. Elle a été posée, elle a été entendue et elle est entrée dans le tourbillon des idées qui s'accrochent à nous, qui nous obsèdent et qui nous obligent à les triturer jusqu'à la solution définitive.

Vous avez dit qu'il y avait lieu de circonscrire le problème à une *question de langage*, que le tort de l'Allemagne était d'avoir englobé des populations de langue française, et qu'on pouvait d'ores et déjà étudier une solution qui permettrait à votre pays de restituer, moyennant des conditions à débattre, Metz et toute une partie de la Lorraine qui n'était pas de langue allemande³.

3 «La limite de la langue, entre les deux nations, est facile à déterminer exactement : elle court vers le nord, en suivant à peu près la crête des Vosges, depuis le Belchen jusqu'au Donon, là, elle oblique au nord-ouest et forme une ligne courbe de Sarrebourg à la pointe occidentale de Deutsch-Lothringen, laissant sur la droite les villes allemandes de Saarbùrg, Falkenburg, Bolchen, Diedenhofen, et sur la gauche les villes françaises de Dieuze, Château-Salins

Il n'y a pas, en France, un seul homme de cœur qui ne puisse être touché d'un pareil langage venant d'un vainqueur.

Il est inutile de vous dire qu'à l'heure actuelle, la plupart de mes compatriotes, même au cas où votre empereur reprendrait pour son compte votre proposition, tout en rendant hommage à ses bonnes intentions, ne l'accepteraient pas comme base d'une entente avec l'Allemagne. Vous connaissez d'avance leur objection. Elle vous a été proposée, non pas par des Français, mais par deux étrangers, d'une part, M. Novicow⁴, un Russe, et par M. Anton Nystrom⁵, un Suédois.

Ces deux écrivains, après avoir signalé cet argument un peu spécieux que la limite des deux nations est le Rhin, vous en opposent un autre beaucoup plus grave. Ils vous disent : « Peu importe que le peuple alsacien-lorrain soit de race germanique ou de langue allemande ; ce qui constitue la nationalité d'un peuple, *c'est sa volonté librement exprimée*. Or il ne fait doute pour personne que l'Alsace-Lorraine ait été violemment arrachée à sa patrie d'adoption. Si la France ne souffrait de cet arrachement que dans son amour-propre, les choses pourraient encore s'arranger assez facilement ; mais, ce qui frappe les étrangers impartiaux, c'est qu'il y a eu violation d'un droit ! »

Quand j'entends un Anglais, M. Descours⁶, reprocher à vos compatriotes le bombardement de Strasbourg, je suis doué d'assez de sang-froid et d'esprit positiviste pour reconnaître qu'il sort de la question ; je suis tout disposé à admettre avec vous que, si les Français avaient envahi votre pays, ils n'auraient pas bombardé Cologne avec des nouilles. La guerre a ses horreurs nécessaires et si, contre la majorité de nos concitoyens, nous persistons dans ce qu'ils appellent « nos illusions »,

et Metz. L'Allemagne devrait donc rendre ces dernières villes à la France » (H. MOLENAAR, *La Solution naturelle...*, p. 5).

4 Yacov NOVICOW (1849-1912) : sociologue russe francophone, proche des milieux positivistes.

5 Anton NYSTRÖM (1842-1931) : médecin suédois, fondateur d'une société positiviste suédoise et de « l'Institut ouvrier » de Stockholm. Allusion à la brochure parue sous le titre *L'Alsace-Lorraine*, préface A. Millerand, Paris : Société d'éditions littéraires et artistiques, 1903.

6 Paul DESCOURS (1856-1923) : secrétaire de la « London positivist Society ». Allusion à un article franchement hostile à Molenaar paru dans la *Revue Occidentale*, n° 6, 1903 (1^{er} novembre), p. 843-846, sous le titre « Une lettre ouverte du Dr H. Molenaar au Dr Nyström en réponse à la brochure d'Alsace-Lorraine ».

c'est justement parce que nous voudrions en finir avec le système déplorable du « Jugement de Dieu ».

Mais, encore une fois, ce que nous ne pouvons pas reconnaître, c'est que tout un peuple puisse être annexé arbitrairement. Vous m'affirmez bien qu'à l'heure actuelle, les Alsaciens n'ont accepté leur sort, qu'ils sont heureux de leur nouveau régime et qu'ils préfèrent demeurer ce qu'ils sont. Sous ce rapport, les renseignements sont un peu contradictoires. L'enquête conduite par M. Nystrom établit que l'élite des Alsaciens nous est toujours fidèle et que tous les représentants officiels de l'Alsace ne sont pas des Delsor⁷. Le seul point qui soit bien mis en lumière par le savant Suédois est que tous les habitants des pays annexés ont en horreur l'idée d'une guerre possible; ils ne se soucient pas du tout de voir leur territoire transformé encore une fois en champ de bataille, moins encore d'être obligés de combattre contre des parents et des amis.

Et il me semble bien que nous pouvons dès lors préciser les conditions idéales du rapprochement :

1° Il faut que le peuple alsacien soit mis en situation de se prononcer librement sur ses destinées; la France acceptera son verdict quel qu'il soit.

2° La France doit se persuader chaque jour davantage de l'impossibilité et de l'inutilité d'une guerre de revanche.

Voilà ce qui se dégage à mon avis d'une étude désintéressée de la question.

Cela dit, mon cher confrère, je ne saurais que vous encourager dans l'idée de votre extension de la ligue franco-allemande.

Il y aurait un grand avantage à réunir l'élite des deux pays en dehors de toute influence officielle. Jules Simon, avec une ligue semblable, a

7 Nicolas DELSOR (1847-1927): prêtre strasbourgeois (d'ascendance auvergnate), député « protestataire » au Reichstag (1898). Alors que le gouvernement français venait d'interdire son quotidien, le *Volksfreund*, violemment hostile à la politique anti-congréganiste de Combes, l'abbé DELSOR, invité par le député de droite Jules CORRARD des ESSARTS à donner une conférence en Lorraine, fut qualifié par les combistes de « sujet allemand » et expulsé par arrêté préfectoral (janvier 1904). Il n'est pas surprenant que Maurice AJAM, élu radical, considère ici DELSOR comme un Alsacien assez content d'être devenu allemand, même si l'on sait aujourd'hui que le positionnement de cet ecclésiastique « protestataire » était en fait plus complexe.

fortement contribué à rapprocher la France et l'Italie dont les rapports étaient plutôt tendus.

Je tiens à votre disposition les noms d'un certain nombre de Tourangeaux et de Manceaux qui ne demandent pas mieux que de vous aider dans votre rude tâche.

Croyez bien que la guerre russo-japonaise⁸ n'est pas de nature à dérouter ou à décourager notre pacifisme. Il faut posséder la médiocre mentalité de nos nationalistes pour voir dans ce fléau la ruine de nos espérances communes.

Je lisais l'autre jour, dans un journal militariste, que l'impérialisme japonais rêvait de planter le drapeau du Soleil levant sur les murs de Saint-Petersbourg. Assurément, je ne crois pas que les Jaunes soient aussi près de renouveler les exploits d'Attila. Seulement, où nos chauvins voient un nouveau motif de se montrer hargneux à l'égard des nations européennes, nous apercevons, nous autres, une raison impérieuse de réaliser cette solide union occidentale que rêvait, il y a soixante ans, notre maître commun, Auguste Comte.

Vous nous conviez à cette entreprise; nous la savons pénible; elle vaudra aux hommes qui s'y emploieront de chaque côté des Vosges des injures et des haines. Je suis cependant convaincu que vous trouverez des concours dignes de votre courage et de votre loyauté.

Recevez, mon cher confrère, l'assurance de mes sentiments distingués.

Maurice Ajam

8 La Russie, la France et l'Allemagne avaient obligé le Japon à restituer la presqu'île de Liao-Toung à la Chine. L'antagonisme avec une Russie de plus en plus tournée vers la Mandchourie, renforcé par l'enjeu que représentait le contrôle des mers, dégénéra en conflit armé en février 1904.